

# Tant que la réforme est encore possible

Messaoud Ahmed, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au Fonds monétaire international, vient de publier une chronique en langue arabe consacrée à «la chance historique de réforme en Algérie», dans le quotidien jordanien *El Ghad*<sup>(\*)</sup>.

A le croire, la baisse continue des cours du pétrole au cours du dernier semestre met l'Algérie devant son plus grand défi économique depuis les années 1990. La manière dont elle fera face aux développements en cours est l'objet d'une attention et d'un suivi particuliers de la part des pays confrontés aux mêmes difficultés dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

L'auteur, qui rentre d'une mission dans notre pays, se déclare optimiste et rassuré. Il l'est parce que «contrairement à beaucoup de pays voisins, l'Algérie n'a pas connu de «printemps arabe» même si tous les ingrédients étaient réunis pour, en particulier la hausse du niveau de chômage parmi les jeunes».

Il rend hommage aux décideurs économiques algériens d'avoir constitué des réserves conséquentes de change – elles ont été multipliées par trois – dans un contexte de crise financière internationale.

Toutefois, les soulèvements populaires qui ont secoué la région ont incité le gouvernement à accroître les salaires du secteur public, à soutenir l'habitat, les subventions et d'autres programmes destinés à garantir la paix sociale.

Ce que les événements du «printemps arabe» ont imposé comme pressions et contraintes sur les pouvoirs publics remonte aujourd'hui à la surface, avec des déficits publics croissants, tandis que les niveaux de croissance économique enregistrés ne permettent pas d'absorber le chô-

mage, et que l'étendue des subventions stimule une consommation énergétique excessive qui réduit les volumes destinés à l'exportation.

Le relâchement de la discipline budgétaire en vue de «délégitimer» la revendication sociale, s'est traduit par une évolution fulgurante des transferts sociaux. Cette option n'a été rendue possible que grâce à un relâchement de la contrainte externe et au recouvrement de la souveraineté de décision économique à la faveur du remboursement anticipé de la dette extérieure. Mais cet effort n'est cependant pas soutenable sur le moyen et, encore moins, le long terme.

Le besoin de changement devient plus pressant depuis que les cours ont repris leur tendance à la baisse. Le responsable du FMI ressent de la part des décideurs politiques et des analystes économiques algériens une réelle prise de conscience de la nécessité de changer de modèle de croissance, en rupture avec la dépendance énergétique et la dépense publique. Le nouveau paradigme de développement se veut plus diversifié et plus dynamique. Les nouveaux cours vont peut être accélérer la transition tant espérée.

Il est attendu de notre pays qu'il freine ses niveaux actuels de dépenses et qu'il songe à la solidarité intergénérationnelle en épargnant de la ressource pour les générations à venir. Selon le responsable du FMI, les salaires du secteur public ont connu, pendant les dernières années, des hausses historiques inégalées pour les situer à quelque 20 milliards de dollars. Les projections des experts du FMI sont draconiennes : ils recommandent une baisse de moitié de l'évolution de la moyenne des dépenses pendant les cinq prochaines années.

La dynamisation du secteur privé et la quête de nouvelles sources de revenus semblent tributaires d'un meilleur climat des affaires et d'une

ouverture plus grande au profit des activités commerciales et d'investissements, ainsi que la réactivation du marché du travail.

L'Algérie est appelée, en entreprenant ces réformes, à préserver son modèle social pour le rendre pérenne. Elle y parviendra d'autant mieux qu'elle affinera davantage ses mécanismes de soutien, en lieu et place de politiques «universelles», comme le soutien généralisé à l'énergie et les subventions. Ces soutiens sont coûteux, outre qu'ils profitent aux strates les plus aisées de la population.

Il y a là un axe de réforme prioritaire de la bonne gouvernance économique.

Au-delà, il est conseillé de relire le rapport sur la compétitivité internationale du Forum économique mondial dans lequel les opérateurs et acteurs économiques et financiers estiment que la corruption et la bureaucratie sont les plus grands obstacles à leurs activités.

Lors de ses entretiens approfondis avec les responsables algériens, l'auteur a relevé une grande prise de conscience des écueils qui attendent les Algériens.

«Si les moyens disponibles autorisent encore un passage gradué vers un autre modèle de croissance et de développement, le pays ne peut se permettre de rater l'occasion qui s'offre ainsi à lui», conseille le responsable du FMI. Ce faisant, il reste proche de la littérature habituelle du FMI qui, dans une précédente étude, se gardait bien de garantir une issue heureuse aux pays dits du «printemps arabe». Du moins dans l'immédiat. Ainsi, est-il écrit : «L'expérience européenne et asiatique atteste que les transitions consécutives à un changement la réforme du système qu'elles impliquent peuvent s'étendre sur une décennie ou plus et générer des difficultés considérables. Toutes les transitions n'ont pas une fin heureuse : certains pays ont de la chance que l'économie politique du proces-



Par Ammar Belhimer  
ammarbelhimer@hotmail.fr

sus de transition conduite à une trajectoire de croissance plus élevée et des résultats économiques plus équitables; d'autres sont incapables d'y parvenir et le fameux «printemps» débouche sur un allongement de l'hiver.»<sup>(\*\*)</sup>

Au regard des expériences similaires, «il y a un chevauchement important dans les conclusions sur les causes, l'identification des problèmes qui doivent être abordés et les politiques avancées. Inévitablement aussi, certains des conseils sont génériques, comme l'appel à de longues périodes pour renforcer la gouvernance, améliorer l'efficacité des institutions locales et éradiquer la corruption».

A. B.

(\*) Messaoud Ahmed, *L'occasion historique de réforme en Algérie, El Ghad el Ordoni*, mercredi 25 février 2015. <http://alghad.com/articles>

(\*\*) IMF Working Paper-Middle East and Central Asia, *Middle East Transitions: A Long, Hard Road*, ACT 2.0, Prepared by Shahid Yusuf, July 2014.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail : [info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)  
[@hakimlaalam](mailto:@hakimlaalam)



## Schizophrénie !

C'est officiel ! Fékir en équipe de France. Ouf ! Les...

... Verts sont passés à deux doigts de la cata !

Abdekka a été très clair dans son discours lu par l'une de ses voix attitrées : «La femme doit pouvoir accéder aux postes !» Et hop ! Les autorités connexes au Palais ont aussitôt appliqué à la lettre les directives fermes et révolutionnaires du si bon Raïs : Cherifa Kheddar, porte-parole de l'observatoire des violences faites aux femmes, a pu accéder à un poste important : le poste de police où elle a été conduite sous bonne escorte alors qu'elle tentait de tenir rassemblement dans la capitale, un... 8 mars ! Abdekka a été encore plus clair s'agissant de l'opposition politique. Il l'a appelée, par une autre voix phonétiquement accréditée, à «se rassembler autour de la préservation de l'unité nationale et à aider à la fin de la fitna». Y a qu'à demander lui ont répondu en chœur les corps greffés au Palais : Djilali Soufiane, leader politique de l'opposition, conduisant une délégation de la CNLTD, ayant pris la route de In-Salah pour y apporter la sagesse et la volonté maintes fois réitérée de proposer in situ des solutions au drame qui se joue dans le sud du pays, se fait stopper, bloquer à cinquante bornes de son point d'arrivée, et se voit interdit de territoire algé-

rien alors qu'il est algérien, en possession de papiers en règle, jouissant de tous ses droits civiques, majeur et vacciné et détenteur d'une carte militaire prouvant qu'il est aussi en règle par rapport au service national. C'est le moment de la chronique où généralement, j'ordonne à mes deux doigts (je tape mon texte avec deux doigts) de se poser un instant, je demande expressément à un troisième doigt de me frotter le menton fort, ensuite, je solidarise les cinq doigts de ma main droite (je suis droitier) en leur enjoignant de me gratter le sommet de mon crâne. Et enfin, après toute cette procédure, je redonne ordre à mes deux doigts tapeurs, frappeurs de revenir cogner les touches du clavier. M'enfin ! Tu fais arrêter une femme qui manifeste le 8 mars et tu veux me faire croire que le code de la famille va être révisé révolutionnairement par toi, le donneur d'ordre de cette arrestation ? M'enfin II : tu implorés l'opposition de chercher avec toi des solutions à ce m... et tu dénies le droit à des Algériennes et des Algériens de cette opposition d'aller et venir librement en Algérie, créant, de fait, une zone d'apartheid ? Ça me semble clairement plus grave que je ne le pensais. Là, le fauteuil ne suffit plus. Faut carrément le divan ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.